

CONCLUSION

Cette histoire de la Gauche communiste germano-hollandaise veut combler une lacune importante dans l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire en Europe. Si l'histoire de l'Allemagne et de ses mouvements sociaux au XXe siècle est assez bien connue, par des travaux en français, il n'en est pas de même pour celle des Pays-Bas. Considérée comme une puissance de troisième ordre, mais peut-être surtout en raison de la totale méconnaissance de la langue néerlandaise, l'histoire des Pays-Bas contemporains demeure encore une *terra incognita*. Et que dire de celle de son mouvement ouvrier, à l'heure où comme le soulignait Jean-Louis Robert dans *le Mouvement social* n° 142 (1988) - on constate "une baisse tendancielle de l'histoire politique 'pure'" et "un déclin de l'étude du mouvement ouvrier"?

Nous avons été guidés dans nos recherches par notre attraction pour l'histoire mal connue du mouvement communiste de gauche à l'époque de la IIe Internationale. Nous avons été stimulés particulièrement par la rencontre et les discussions que nous avons eues avec d'anciens militants de la Gauche communiste germano-hollandaise comme Jan Appel et B.A. Sijes, aujourd'hui disparus, ou des membres actifs de cette gauche : Cajo Brendel et Stan Poppe (disparu en 1991).

Mais l'intérêt que l'on peut porter sur la Gauche communiste allemande et hollandaise a des bases objectives. Ce courant est un élément essentiel de la réaction de gauche à la dégénérescence dite "opportuniste" et "réformiste" de la IIe Internationale. Théoriquement, les noms de Pannekoek et Rosa Luxemburg sont indissociables, à la fois par les contacts étroits entre la gauche allemande et la gauche hollandaise et la cohérence de leur vision marxiste révolutionnaire, convergeant dans une même critique du "centrisme" de Kautsky. Les racines théoriques du Komintern se trouvent autant dans le courant de gauche de Luxemburg et Pannekoek que dans le courant bolchevik de Lénine. Pour toutes ces raisons, le courant

germano-hollandais ne peut être appréhendé que dans le cadre d'une histoire internationale, globalisante, de la Gauche marxiste, avant et après 1914.

C'est la praxis de larges fractions du prolétariat allemand, en particulier, mais aussi et surtout celle simultanée du prolétariat international à partir de la Révolution russe, qui a donné vie au courant communiste de gauche, sur le terrain social et non plus théorique. Comme le Parti communiste italien de Bordiga, qualifié de "gauchiste" par Lénine, le KAPD allemand - influencé autant par Luxemburg que par Gorter et Pannekoek - a rassemblé des dizaines de milliers d'ouvriers. A travers les Unionen (AAU), le KAPD a influencé et dynamisé les réactions antiparlementaires et antisindicalistes de centaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires. Aux Pays-Bas, l'influence du communisme de gauche a été plus théorique que pratique.

La réduction du communisme de gauche à l'état groupusculaire, à partir de 1922 n'enlève rien à l'intérêt de ce courant :

- l'histoire du mouvement ouvrier ne peut se réduire à celle des "vainqueurs" (social-démocratie et stalinisme). En 1919, il n'était pas fatal que le communisme de gauche soit vaincu. L'histoire du mouvement ouvrier, pas plus que l'histoire de l'humanité, ne se réduit à une suite d'enchaînements fatals. La défaite de la Révolution mondiale en Allemagne, et par contrecoup l'accélération de la dégénérescence de la Révolution russe et de l'Internationale communiste, a été une cause essentielle de la défaite du communisme de gauche.
- la faiblesse numérique d'un courant du mouvement révolutionnaire n'est pas une raison nécessaire et suffisante pour le ranger dans le magasin des accessoires des curiosités historiques. Le déclin numérique des bolcheviks, de 1914 à 1917, dont le parti comptait entre 2.000 et 5.000 militants, ne laissait pas présager son impact croissant dans le prolétariat russe en 1917.
- en fait les positions politiques et théoriques d'une organisation révolutionnaire sont décisives. Il serait erroné de les réduire à un simple chapitre, voire un paragraphe, de l'histoire générale des idées politiques. Dans certaines conditions historiques et sociales, les "idées" en sommeil sont une force

matérielle qui s'empare des masses.

L'histoire de la Gauche communiste hollandaise et allemande se présente, en apparence, comme une suite de refus successifs :

- refus de l'“opportunisme” et du “réformisme” au sein de la IIe Internationale, comme stratégie d'intégration parlementaire et syndicale du prolétariat dans l'État ;
- refus d'une stratégie de “conquête pacifique” du pouvoir d'État, au nom d'une “voie occidentale” et “démocratique” du “prolétariat développé”; et donc refus de toute évolution “graduelle” vers le socialisme.
- refus de tout nationalisme et de toute idéologie nationale dans le prolétariat, et en conséquence rejet des guerres nationales “progressistes” et de toute guerre mondiale, au cours de la Première grande guerre;
- refus des tactiques syndicaliste, parlementariste, de Front unique et de soutien aux “mouvements de libération nationale” préconisées par Lénine et le Komintern pour conquérir les “masses” ouvrières plus rapidement à la révolution;
- refus des grands partis de masse sur le modèle de la IIe Internationale, et par conséquent refus de la récupération par la fusion des courants dits “centristes ” de la social-démocratie pour former des partis communistes de masse;
- refus de toute dictature de parti, confondue avec la dictature du prolétariat, sur la classe ouvrière, après la prise du pouvoir; refus d'une dictature du parti communiste sur les conseils ouvriers, considérés comme une courroie de transmission de ce parti; refus du substitutionnisme, faisant du parti communiste un état major et du prolétariat une masse soumise obéissant aveuglément aux ordres de cet “état major”;
- refus du capitalisme ou socialisme d'État comme “transition socialiste” nécessaire vers le communisme; rejet des conceptions léniniste et trotskyste;

- refus de la contre-révolution stalinienne et du capitalisme d'État russe; et par conséquent rejet de la "défense de l'URSS" au nom de la nature "progressiste" de "l'État ouvrier dégénéré"; rejet de l'analyse et de la politique trotskyste à l'égard de l'URSS;
- rejet de l'idéologie antifasciste, comme idéologie de Front unique avec les forces bourgeoises de gauche et stratégie de dévoiement de la lutte contre le capital ;
- rejet des Fronts populaires comme moments décisifs de la défaite idéologique du prolétariat et intégration de celui-ci dans la préparation des États "démocratiques" à la guerre généralisée;
- refus de tout soutien à l'État républicain espagnol lors de la guerre civile et appel à son renversement par le prolétariat; rejet des conceptions et de la pratique anarchistes en Espagne, comme collaboration avec l'État républicain et voie inévitable vers la défaite et l'écrasement des ouvriers espagnols;
- refus de participer à la deuxième guerre mondiale, au nom de la défense de la "démocratie" contre le "fascisme"; proclamation du "défaitisme révolutionnaire" dans les deux camps et rejet de toute participation à la Résistance, dénoncée comme instrument militaire d'enrôlement des ouvriers et paysans dans la guerre impérialiste.

Cette longue - et impressionnante - suite de refus n'était pas propre au courant de la Gauche communiste hollandaise et à ses ramifications internationales. Le même refus se trouvait aussi dans le courant "bordiguiste", organisé dans la Fraction italienne autour de "Bilan", dans les années trente. La position de ces petits groupes pouvait se résumer par le titre d'un des articles de Bilan en 1936 : " La consigne de l'heure, ne pas trahir ! ". Ces groupes avaient fait le choix conscient malgré leur isolement croissant, de ne pas trahir leurs positions internationalistes.

Le courant communiste de gauche ne peut se définir seulement comme une suite de refus successifs. Il est avant tout l'affirmation d'une stratégie et d'une tactique nouvelles pour le mouvement ouvrier après 1914. Cette ère nouvelle, celle de la "décadence du capitalisme", modifiait en profondeur le mouvement ouvrier éduqué par la social-démocratie. Dès avant 1914, des théoriciens comme Luxemburg et Pannekoek, mais aussi Gorter et Roland Holst affirmaient la primauté de l'action de masse sur l'action syndicale et

parlementaire. Ils insistaient particulièrement sur le rôle de la conscience de classe dans l'action du prolétariat, et finalement la primauté du " facteur spirituel " sur le " facteur matériel " (crise économique) dans le déclenchement de la révolution. C'est à la suite de la Révolution russe et allemande que les idées forces du communisme de gauche se précisèrent :

- rôle central des conseils ouvriers dans la révolution prolétarienne et dans la transformation de la société;
- rôle central des Unions et des comités de grève dans l'apparition des conseils ;
- rôle politique des organismes économiques de lutte, comme les Unions, dont le programme est directement révolutionnaire et l'action étroitement rattachée à celle du parti communiste;
- rôle d'accélérateur de la conscience de classe joué par le parti communiste, dont la structure est celle d'un noyau compact regroupant non de grandes masses mais des minorités sélectionnées du prolétariat;
- rôle clef des pays ouest-européens qui sont le foyer de la Révolution mondiale:
- lutte directe pour la révolution dans les pays industrialisés, sans utilisation des vieilles tactiques syndicale et parlementaire; la lutte du prolétariat devient une lutte directe contre l'État et tous ses partis politiques et cesse d'être une lutte pour des réformes, pour aménager une petite place dans l'État aux "représentants ouvriers".

Telle était la physionomie de ce courant de gauche. En germe dans la gauche de la IIe Internationale, il s'épanouit pleinement à la faveur de la révolution en Allemagne, le pays le plus industrialisé d'Europe.

L'étude du courant germano-hollandais permet de réfuter des affirmations hâtives le caractérisant comme un courant de personnalités hollandaises, un courant germanique ou " marxiste occidental ", un courant " extrémiste utopique " et " syndicaliste ".

Une “Ecole hollandaise du marxisme”?

Le courant marxiste hollandais est bien souvent réduit aux personnalités de Pannekoek et Gorter, Rien n'est plus trompeur. A côté d'eux, Henriëtte Roland Holst a joué un rôle important, non moindre que celui de Rosa Luxemburg, dans l'élaboration de la théorie de la “grève de masse” et de “ l'action de masse”. Moins connu, un militant comme Barend Luteraan a été le moteur décisif de la formation du KAP aux Pays-Bas.

En réalité, l'interpénétration entre les courants de gauche allemand et hollandais a été constante, dès avant 1914, où les noms de Pannekoek, Roland Holst et Luxemburg étaient souvent associés. Après 1920, on peut parler de fusion théorique et organisationnelle. Quelques nuances subsisteront entre les communistes de gauche, surtout dans l'interprétation du concept de “crise mortelle du capitalisme”. Les Hollandais, surtout Pannekoek, auront tendance à rejeter les conceptions de la crise exposées par Rosa Luxemburg dans son Accumulation du Capital, et reprises par le KAPD. Mais les scissions dans le courant germano-hollandais ne montreront jamais des spécificités nationales : les divergences politiques et théoriques, comme la participation aux luttes économiques et la fondation d'une KAI, traverseront autant les organisations allemandes que hollandaises.

Quant aux tendances “ anti-autoritaires ” et purement “ conseillistes ” que certains ont cru trouver chez les Hollandais, et Gorter en particulier, elles n'étaient point présentes en 1920 dans le mouvement hollandais communiste de gauche; c'est l'Allemagne, et la Saxe en particulier avec Otto Rühle, qui fut le véritable terroir des théories conseillistes anti-organisation. Ce sont les théories de Rühle qui finirent par prédominer dans le GIC hollandais (et partiellement chez Pannekoek), à la différence du KAPD de Berlin qui maintint intégralement son programme de parti.

Un courant “ germanique ” ou “ marxiste occidental ” ?

Le courant germano-hollandais est souvent appréhendé comme un courant typiquement “ germanique ”, né

sur le sol de la Révolution allemande. Il aurait cette coloration “ germanique ” par le rejet autant de la lourde bureaucratie syndicale que de la discipline d’organisation, qui seraient l’expression de la “discipline militaire prussienne”. Il serait en second lieu “ germanique ” en tant que réaction “national-bolchevik” à la défaite de 1918. On sait que Gorter, Pannekoek furent accusés par Wijnkoop et Van Ravesteyn d’être “ pro-Allemands ”; et le KAPD lui-même fut considéré par la direction du Komintern comme une expression typique du “ national-bolchevisme ” allemand. Il serait enfin “ germanique ” en opposant la supériorité de la Révolution allemande à l’arriération de la Révolution russe. Bref, le courant “ gauchiste ” ne pouvait naître qu’en Allemagne et aux Pays-Bas.

Il est vrai que l’Allemagne a été le centre de la réaction anti-bureaucratique, culminant dans la théorie de la lutte contre “ les chefs ” et les “ bonzes ” et “ l’anti-autoritarisme ” de Rühle. Mais le courant “ anti-autoritaire ” se développa dans tous les pays, aussi bien “ latins ” que “germaniques”. Cela allait de pair avec une forte résurgence des tendances anarcho-syndicalistes et syndicalistes-révolutionnaires, qui d’ailleurs, comme en France, en Espagne et Italie, se découvraient des sympathies bolcheviks par rejet du mouvement socialiste officiel. Mais la majorité des communistes de gauche, Gorter et Pannekoek, le KAPD allemand insistaient plutôt sur la nécessité d’une discipline d’organisation et la formation de nouveaux “ chefs prolétariens ”. Avant 1914, la Gauche tout entière, et Pannekoek en premier, préconisaient une stricte discipline d’organisation contre le fédéralisme des révisionnistes. Pour eux, la grève de masses alliait la spontanéité à la plus grande discipline dans l’organisation des ouvriers. Le rejet des tendances libertaires du syndicalisme-révolutionnaire aux Pays-Bas et l’exclusion de la tendance de Rühle montraient une nette singularité.

Quant au prétendu “national-bolchevisme” de la Gauche germano-hollandaise, s’il se manifesta dans le courant Laufenberg et Wolffheim au sein du KAPD, il fut immédiatement combattu et exclu. Loin d’être “ pro-allemande ”, la Gauche fut d’abord le produit de la vague révolutionnaire de 1917-1923. Internationaliste, elle rayonna sur des pays aussi différents que la Grande-Bretagne, la Bulgarie, et se développa dans les années 1930 aux USA, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en France et au Danemark.

Quant au caractère “ anti-russe ” du mouvement communiste de gauche, il se rencontre certes chez Rühle, puis plus tard, dans le mouvement conseilliste du GIC et chez Paul Mattick, mais point dans ce mouvement au début. Les communistes de gauche se veulent d’abord, tels Gorter et Pannekoek contre Wijnkoop, les meilleurs disciples de la révolution russe.

L’insistance portée sur la Révolution en Allemagne n’était pas un rejet de la révolution russe et l’expression de tendances particularistes. La Gauche communiste germano-hollandaise insista toujours sur l’enjeu des combats révolutionnaires en Allemagne. Ce pays était la “clef de la révolution mondiale”, étant le pays le plus industrialisé d’Europe et le plus susceptible d’entraîner dans le sillage de la révolution toute l’Europe, comprenant enfin un prolétariat très concentré et très conscient, éduqué par des décennies de propagande et d’action socialistes. La critique portée contre la politique bolchevik était celle de marxistes montrant que la révolution prolétarienne ne pouvait prendre toute sa dimension que dans les pays les plus développés.

L’extension de la Révolution à ces pays ferait de la Russie un “avant-poste de la révolution mondiale”, et non un modèle en raison de son arriération économique et sociale. Le schéma russe, préconisé par les bolcheviks à la tête du Komintern ne pouvait être valable dans des pays où le poids de la paysannerie était faible et où la tactique syndicale était définitivement résolue.

Certaines tendances, comme le courant “bordiguiste”, ont par la suite accusé la Gauche germano-hollandaise d’être un pur produit d’une “voie occidentale au communisme”, qualifiée de “marxisme occidental”. Rien n’est plus erroné. Le marxisme de Gorter, Pannekoek et du KAPD a trouvé un écho très large dans un pays aussi arriéré que la Bulgarie. Il a fait surgir des tendances, dans le parti bolchevik, comme celle de Miasnikov, qui se sont réclamées du KAPD. D’autre part, des marxistes comme Gorter et Pannekoek ont toujours souligné l’unité du prolétariat mondial: cela impliquait une même tactique dans tous les pays du monde, dans les pays développés comme dans les pays sous-développés. Malgré certains flottements exprimés en 1920 par Gorter dans sa théorie du “méridien géographique” coupant l’Europe en deux, très vite prédomina la position que la révolution prolétarienne était mûre dans tous les pays, sur tous les continents.

Un courant “ intellectuel petit-bourgeois ” ?

Les adversaires politiques du communisme de gauche, à l'époque de son essor, ont cru trouver la “ clef ” de son existence et de son radicalisme dans sa composition sociologique, sa base sociale et/ou la modification socio-économique du prolétariat.

La première explication du “ radicalisme de gauche ” serait l'énorme influence d'intellectuels “révoltés” et radicalisés par la guerre et la révolution. Des intellectuels, comme Gorter et Pannekoek, n'auraient fait que donner cohérence théorique à cette révolte, qui exprimerait l'impatience typique des couches de l'intelligentsia “ petite-bourgeoise ”. On sait quelle influence le KAPD et le mouvement unioniste exercèrent sur le mouvement expressionniste allemand et la revue politico-artistique Die Aktion de Franz Pfemfert, qui fut un temps membre du KAPD. D'autre part, ce parti - à ses débuts - était dirigé par des intellectuels comme Schröder, Schwab, Reichenbach, Rühle. Une telle explication, sociologique, ne cadre pourtant pas avec la réalité. La présence de militants et intellectuels d'origine “intellectuelle petite-bourgeoise ” est une constante dans les partis révolutionnaires. Le KPD, qui développait cet argument contre le KAPD, avait une direction composée encore plus majoritairement d' “ intellectuels ” comme Paul Levi, Thalheimer, etc. En second lieu, la présence de “compagnons de route intellectuels” dans le KAPD fut de courte durée, avec le départ de la tendance Rühle et Pfemfert, “ antiautoritaire ”, laquelle, certes, exprimait une impatience révolutionnaire et une méfiance envers l'organisation, caractéristiques de la psychologie individualiste de cette “ intelligentsia ”. En troisième lieu, le mouvement communiste de gauche s'est défini comme une organisation massivement composée d'ouvriers. 90 à 95 % des KAP en Allemagne et Bulgarie étaient des prolétaires d'industrie. Aux Pays-Bas mêmes, où la composition prolétarienne était moins écrasante dans le SDP tribuniste, lors de la scission de 1921, qui vit surgir le KAPN, aucun des anciens chefs d'extraction intellectuelle, comme Ravesteyn, Mannoury, Roland Holst, etc., - à l'exception notable de Gorter - ne se retrouvèrent dans le nouveau parti communiste de gauche.

Ce qui caractérise en fait le courant du “ Linkskommunismus ” c'est sa très grande méfiance envers les

“ intellectuels ”, même révolutionnaires, exprimant de nettes tendances ouvriéristes. Cette méfiance fut par la suite théorisée, surtout sous la plume de Pannekoek et Mattick, lorsqu'ils virent dans “ l'intelligentsia marxiste ” l'expression et la revendication d'une couche sociale au capitalisme d'État, sur le modèle russe.

Une autre interprétation, qui est très majoritairement reprise aujourd'hui, consiste à présenter le communisme de gauche comme le reflet politique du mécontentement de couches prolétariennes non qualifiées, s'opposant à “ l'aristocratie ouvrière ” des ouvriers éduqués et qualifiés. Cette conception a été tôt développée par Curt Geyer - *Der Radikalismus in der deutschen Arbeiterbewegung, Ein Soziologischer Versuch*, Lena, 1923 -, un membre du KPD. Selon lui, “ le radicalisme est le comportement spirituel et volontaire des couches inférieures du prolétariat... Les théories mécanicistes du marxisme vulgaire, du radicalisme correspondent aux formes de pensée des ouvriers de la grande industrie. Elles leur sont facilement compréhensibles et populaires, parce qu'elles correspondent à leur disposition d'esprit ”. Et il ajoute, avec un indicible mépris pour une classe ouvrière qui n'aurait pas le bonheur de faire partie de ces “ couches supérieures ” : “ un intellect faible est plus tourné vers le radicalisme qu'un intellect fort... ”. Moins méprisant, mais non moins négatif est le jugement porté par Arthur Rosenberg en 1932, dans son *Histoire du bolchevisme* (traduction française, Grasset, 1967) : “ A ce mouvement appartiennent les plus pauvres, les plus désespérés et aigris des ouvriers. Ils haïssent avec passion non seulement la société bourgeoise, mais toute couche sociale dont l'existence est un peu moins dure que la leur. Ils repoussent toute diplomatie et tout compromis et n'admettant que l'action extrémiste. Ils poursuivent d'une méfiance fanatique toute forme d'organisation ou d'autorité et se considèrent comme trahis dès qu'on leur recommande la discipline ou la modération.” Cet ancien chef de la “ gauche ” du KPD en 1926 qualifie le “ radicalisme ” d'“ extrémisme utopique ”.

Plus récemment, et dans le sillage de la période de Mai 68, des auteurs comme Karl Heinz Roth et Elisabeth Behrens, dans leur livre consacré à l'“ Autre mouvement ouvrier ” - *Die Andere Arbeiterbewegung*, Trikont Verlag, 1976 -, ont voulu voir un changement de la composition sociologique de la classe ouvrière, entraînant depuis la Première Guerre mondiale la formation d'une couche de nouveaux ouvriers : les “ ouvriers masses ”, dont la situation serait qualitativement différente, avec l'introduction du taylorisme, de

celle des ouvriers qualifiés. Ces derniers seraient “ réformistes ”, et partisans des syndicats, alors que les ouvriers “ masses ” seraient spontanément contre les syndicats “ réformistes ” et pour l’action révolutionnaire radicale. Mis à part l’enthousiasme des auteurs pour ces couches “ inférieures ” du prolétariat qu’ils nomment “ ouvriers masses ” et qu’ils considèrent comme la base sociologique du radicalisme ouvrier, l’interprétation est sensiblement la même que celle de Geyer et Rosenberg.

Cette vision sociologique ne correspond que peu avec la réalité historique. Les militants du KAPD et de l’AAU étaient issus de tous les secteurs de la classe ouvrière allemande, de l’industrie ancienne comme de l’industrie moderne. Nombre d’entre eux travaillaient dans la grande concentration de la Ruhr (mines, métallurgie), dans le Wasserkante (Hambourg et Brême) dans les secteurs des chantiers navals, la marine marchande et même la pêche. On les trouvait majoritairement présents, en 1920, dans le prolétariat qualifié de Berlin (transports, électricité, métallurgie, etc.). Très forts dans les grandes concentrations industrielles, ils l’étaient aussi dans les petites entreprises de Saxe, à côté des grosses usines chimiques Leuna (20.000 ouvriers), près de Halle, qui étaient un “ bastion ” de l’AAU et du KAPD. C’est d’ailleurs dans les petites usines de Saxe que le KAP rencontra le plus de problèmes : les ouvriers affiliés à l’AAU manifestaient, à la différence des grandes usines, une méfiance viscérale à l’égard de toute organisation centralisée et de toute discipline. Ils se séparèrent finalement de l’AAU pour l’AAU-E anticentraliste, et développèrent un esprit localiste, étroitement ouvrieriste, celui du “ culte de la cheminée d’usine ”. Aux Pays-Bas, le KAPN avait beaucoup plus d’influence dans les secteurs anciens de la classe ouvrière (cigariers, diamantaires, textile), secteurs regroupant des ouvriers très qualifiés comme des ouvriers peu qualifiés, que dans les secteurs modernes, comme les chantiers navals.

La composition sociale du KAPD ne laisse pas apparaître une adhésion écrasante des ouvriers les moins qualifiés. Bien des ouvriers de ce parti étaient qualifiés, comme Appel, Scharrer et Mattick. La plupart des cadres du parti étaient passés par la social-démocratie et le mouvement syndical d’avant-guerre. Il en était de même dans l’organisation de masse du KAP, l’AAU. S’il y avait des tendances au rejet de l’organisation et de l’autorité, ces tendances étaient générales dans la classe ouvrière allemande, en réaction à la social-démocratie et aux syndicats, qui avaient adhéré à la guerre et avaient brisé la révolution avec l’aide des

corps francs. Il s'agissait là d'une réaction politique et non d'un rejet des "couches supérieures de l'aristocratie ouvrière" assimilées aux syndicats. La chute des affectifs syndicaux entre 1919 et 1922 montre que même cette couche qualifiée des ouvriers partageait cette hostilité aux syndicats. Une partie significative d'entre eux rejoignit d'ailleurs quelque temps les Unions.

Enfin, une autre explication de type sociologique, a été développée dans le KPD par Paul Levi, le chef de ce parti. Selon lui, le "radicalisme de gauche" - (*Die Internationale* n° 26, décembre 1920) - exprimerait, par son activisme et son "putschisme" le poids social du "lumpenproletariat", qu'il assimile d'ailleurs aux chômeurs. Il est symptomatique cette position de Levi fut rejetée même par un adversaire aussi résolu du KAP que K. Radek - (cf. *Die Internationale*, n° 3, mars 1921) - qui insistait sur le rôle révolutionnaire des chômeurs.

Il n'apparaît nullement que le KAPD, et le communisme de gauche en général, regroupait une fraction significative du "lumpenproletariat". Celui-ci constitue une couche sociale distincte des chômeurs, qui sont des travailleurs momentanément rejetés du procès de production. Marx définissait ainsi le "lumpenproletariat", soit comme un sous-prolétariat, n'ayant jamais pu intégrer le travail salarié - (cf. *L'idéologie allemande*, Pléiade t. II, p.1171) - et réduit à l'état de vagabondage, soit comme une couche de déclassés tombés dans le brigandage. Selon Marx - (*Les luttes de classes en France*, E.S.) - il constitue "une masse nettement distincte du prolétariat industriel, pépinière de voleurs et de criminels de toute espèce, vivant des déchets de la société, individus sans métier avoué, rôdeurs, gens sans aveu et sans feu, différents selon le degré de culture de la nation à laquelle ils appartiennent, ne démentant jamais le caractère de lazzaronis".

En fait, en 1920/1921 une grosse partie du KAPD était composée d'ouvriers au chômage. Dans les comités de chômeurs, les membres du KAPD étaient élus à une écrasante majorité, comme à Berlin. Très radicaux, ceux-ci se retrouvaient dans les mots d'ordre du communisme de gauche, appelant à la révolution. Les troupes de Max Hölz et de Kart Plättner, en Allemagne centrale en 1921, étaient composées en écrasante majorité d'ouvriers au chômage. Mais lorsque les effectifs du KAPD décréurent et que la perspective de la

révolution s'éloigna, ce parti fut composé majoritairement d'ouvriers qualifiés, dont la plupart étaient dans la production. Au début des années 30, lorsque le chômage se manifesta à nouveau, pour devenir écrasant, les effectifs du KAPD fondirent encore. Ses militants, plongés dans un long chômage démoralisant, le quittèrent. La masse des ouvriers au chômage avait à cette époque rejoint les troupes de choc du KPD, et dans une moindre mesure celles des S.A.,

La composition sociologique du communisme de gauche, mais aussi du communisme des conseils hollandais dans les années 30, n'est pas un élément suffisant d'explication de son audience, de son activité, comme de sa théorie. La raison d'être de ce courant doit plutôt être recherchée dans ses fondements politiques.

Un courant “ syndicaliste ” ?

La définition la plus courante donnée par ses adversaires dans le Komintern est celle de “ courant syndicaliste ”, voire celle d’ “ extrémisme utopique ” (A. Rosenberg) ou de “ prophétisme sectaire ”.

La nature “ syndicaliste ” du communisme de gauche, comme celle d'ailleurs du communisme des conseils, ne se laisse guère percevoir. Dans le sens premier de “ partisans des syndicats ”, et donc d'activité dans ceux-ci, le syndicalisme du courant de Gorter et Pannekoek est inexistant, après 1919. Il s'agit au contraire d'un courant vigoureusement antisyndicaliste, dont les mots d'ordre étaient : “ destruction des syndicats ” ou bien “ Heraus aus den Gewerkschaften ! ” (“ Sortez des syndicats ! ”). Cette condamnation des syndicats classiques, social-démocrates, s'étendait aux petits syndicats de type anarcho-syndicaliste, comme le NAS hollandais, la CNT et la FAU allemande, mais aussi - bien qu'avec moins de vigueur, étant donné leur caractère politique - aux IWW américains. L'accusation de “ syndicalisme ” lancée par le Komintern provenait en fait de la formation des Unions (AAU) dont le KAPD avait été l'élément moteur. Celles-ci regroupaient des dizaines de milliers voire plus de 100.000 - d'ouvriers d'industrie sur des bases politiques, telles le rejet du parlementarisme et du syndicalisme et l'acceptation de la dictature du prolétariat et de ses

conseils ouvriers. Ces unions, qui ne pouvaient être autonomes, devaient en fait reconnaître la prééminence politique du KAPD à travers son programme. Cette position n'était guère éloignée de celle du KPD, qui avait fondé ses propres unions au départ, puis par la suite des "syndicats rouges" (RGO) rattachés à l'Internationale syndicale rouge. Pour le KAPD, les Unions n'étaient pas des syndicats, mais des organisations d'un type nouveau, des organismes d'usine (Betriebsorganisationen) politico-économiques, dont la finalité était la création de conseils ouvriers, sous la direction "spirituelle" du parti. En tant que tels, leur vocation était de disparaître avec la formation des conseils. Leur existence, dans la vision du KAPD, était donc temporaire. Ils étaient plus des "courroies de transmission" du KAPD en milieu ouvrier que de véritables syndicats, rassemblant des ouvriers sur une base professionnelle, sans "distinction d'opinion politique et de croyance religieuse".

Néanmoins, cette conception du KAPD laissait la porte ouverte à des tendances de type syndicaliste-révolutionnaire, comme cela se manifestait dans les IWW. En devenant des organismes permanents - faute de développement de la révolution en direction de la formation des conseils ouvriers - qui participaient aux luttes économiques, les Unions apparaissaient tantôt comme de petits syndicats radicaux, autonomes par rapport au KAPD, tantôt comme des "organisations d'usine" ou des "groupes d'usine" du KAP. Là était toute l'ambiguïté. Une partie du KAPD crut résoudre la contradiction en lançant le mot d'ordre de "comités de lutte" non permanents, sous la direction des Unions. Une autre partie affirma de plus en plus l'autonomie des unions, qui devenaient ainsi une structure syndicaliste à la base. Cela entraîna la naissance de l'AAU-E nettement fédéraliste et anarchisante, au point de se rapprocher de la FAU.

Cela se traduisit finalement par un éclatement du KAPD, lorsque les militants de l'AAU ne voulurent plus reconnaître la "dictature" politique du KAPD. Ce qui restait de l'AAU manifesta alors de plus en plus des tendances activistes et syndicalistes révolutionnaires.

Un courant “ extrémiste utopique ” et “ messianique ”

Les critiques portées une fois de plus par Geyer et Rosenberg rejoignent celles de Lénine qui parlait d’“ infantilisme ” de gauche ” et “ d’impatience ” à propos du “ Linkskommunismus ”. Pour Curt Geyer, ancien Indépendant (USPD) passé au KPD, le communisme de gauche serait une forme de “ prophétisme ”. Il reprend les mêmes arguments de Kautsky contre Rosa Luxemburg, en affirmant qu’on est en présence d’une “ conception téléologique de la fonction de la masse dans l’histoire ”, s’appuyant sur une “ conscience de classe mystique ” et une théorie “ catastrophiste ” de l’histoire. On serait en présence d’une “ tactique typique d’une secte ” où “ les mots d’ordre sont devenus des concepts politiques ”. (Geyer, *op. cit.*) A. Rosenberg fait la même analyse, avec plus de sympathie, mais en assimilant communisme de gauche et bolchevisme : “ ...l’extrémisme utopique est un mouvement purement passionnel et incapable d’élaborer une doctrine ou un ordre quelconque. Les ouvriers extrémistes utopiques adhèrent aussi en foule aux idées bolcheviques. ” (Rosenberg, *op. cit.*)

De telles affirmations nous semblent relever d’une “ critique moralisante ”. L’“ extrémisme utopique ” apparaît comme explication a posteriori lors du déclin de la vague révolutionnaire de 1917-1923. Pour l’Internationale communiste, à ses débuts, comme pour ses courants de gauche, la révolution internationale n’apparaissait pas comme une “ utopie extrémiste ”. Sa généralisation à l’Europe centrale en 1919 en faisait une tâche non lointaine mais immédiate. Pour la première fois dans l’histoire, l’accomplissement de la Révolution mondiale, jetant dans l’action les masses ouvrières, n’apparaissait plus comme une vision “ téléologique ” de l’histoire, un nouveau “ prophétisme mystique ” mais comme une réalité. La théorie “ catastrophiste ” d’un effondrement définitif du capitalisme était universellement partagée dans le mouvement communiste tout entier : les destructions de la guerre, le surgissement de la crise économique et du chômage massif. On peut, toujours a posteriori, estimer que le mouvement communiste de l’époque sous-estimait la force du capitalisme, tant au niveau économique que politique. Mais, de façon classique dans le mouvement marxiste, l’insistance était portée surtout sur le facteur “ conscience de classe ”, qui était in fine le facteur révolutionnaire décisif.

Dire que le communisme "extrémiste" était un mouvement purement "passionnel", incapable d'une vision théorique cohérente paraît peu convaincant. Si passion il y avait, c'était une passion révolutionnaire largement partagée, avant que le scepticisme de la défaite ne l'étouffe. Cette passion était nourrie par une vision théorique cohérente, celle de la "décadence du capitalisme" initiant une période de bouleversement révolutionnaire ou de guerres mondiales. Sur cette base théorique s'édifiait la stratégie du communisme de gauche, rejetant les anciennes tactiques parlementaire et syndicale. Cette théorie de la "décadence" était la base de la fondation de l'Internationale communiste en 1919. Certes, le communisme de gauche semblait nourrir une vision fataliste de la révolution, en élaborant sa théorie de la "crise finale" ou de la "crise mortelle" du capitalisme. Mais ces exagérations étaient plus propres au courant d'Essen qu'au courant de Berlin du KAPD. Des théoriciens, comme Pannekoek, manifestèrent toujours une constante méfiance s'agissant du concept de "crise mortelle". Pour eux, le facteur objectif de la crise n'était opérant qu'accompagné du facteur subjectif ; le "développement de la conscience de classe". Mais ces divergences n'étaient pas propres à ce courant; elles apparurent largement dans le Komintern lui-même, comme le montrent les débats des IIIe et IVe congrès.

Quant à la vision "sectaire" du communisme de gauche, il suffit de rappeler que ses positions antiparlementaires et antisyndicales étaient partagées par des centaines de milliers d'ouvriers en Europe, en 1919-1920. C'était un phénomène social de masse et non le fait de petits groupes isolés.

Certes, la décomposition du communisme de gauche, mais aussi du mouvement communiste tout entier à partir de 1924-1927 à travers ses diverses "oppositions", en petites "sectes" est un phénomène réel. Il traduit un processus de contre-révolution, avec la liquidation de la révolution mondiale. Pour ne pas trahir leurs principes, ces petits groupes firent le choix douloureux de l'isolement, dont ils ne firent jamais une vertu. Ces groupes cherchèrent toujours à intervenir dans la lutte de classe, particulièrement dans le milieu des chômeurs. Il s'agissait d'aller à contre-courant, avant que ne se reconstitue un nouveau mouvement ouvrier révolutionnaire. Ce passage d'un mouvement de masse à un état nébuleux de groupes multiples ne se fit cependant pas sans sectarisme. Ces groupes se replièrent sur eux-mêmes et dans leur aire nationale respective. Les contacts entre eux devinrent plus espacés et leur existence problématique, Le communisme

des conseils exprime ce repliement.

Continuité ou discontinuité entre communisme de gauche et “ conseillisme ”?

La continuité entre les deux mouvements apparaît au niveau des positions de base, mais de façon négative dans le rejet du parlementarisme, du syndicalisme, du Front unique. Mais il y a une discontinuité théorique et politique. Le KAPD et le KAPN se situent sur le terrain de la “ décadence du capitalisme ” et de l'acceptation politique d'une activité de parti. Ce n'est pas le cas de la KAU allemande en 1931 et du GIC hollandais. S'il y a continuité entre le mouvement tribuniste et le KAPN, il n'y en a plus entre ce dernier et le GIC. Cela est encore plus vrai pour le KAPD, dont les scissions “ conseillistes ” rejetaient l'activité organisée de ce parti.

Le courant du KAPD exprime en fait une continuité politique et théorique avec les fractions de gauche de la IIe et de la IIIe internationales. Il se revendiquait de la Révolution russe caractérisée comme une révolution prolétarienne, malgré de fortes tendances “ antiléninistes ” en son sein. Le “ conseillisme ” pur constitue un rejet simple de la Révolution russe caractérisée comme une révolution “ bourgeoise ”.

La Gauche hollandaise - qu'elle fût tribuniste, communiste de gauche, ou communiste de conseils - a eu un rôle politique restreint aux Pays-Bas mêmes. C'est sur le plan théorique, grâce à des militants comme Gorter, Pannekoek, mais aussi Canne-Meijer, que son influence est devenue internationale. Mais, sans le mouvement communiste de gauche allemand, celui du KAPD et des Unionen (AAU), mouvement surgi de la Révolution en Allemagne en 1918-1920, cette influence aurait été fort restreinte.

La Gauche communiste hollandaise a développé ses positions politiques de base (rejet du syndicalisme, du parlementarisme, du front unique, de l'antifascisme, des luttes de libération nationale, de la dictature de parti) à l'intérieur du “ Mouvement des conseils ” allemand. Sur certains points (crise économique, capitalisme d'État, question russe) elle est restée en retrait par rapport à la Gauche communiste allemande,

en particulier le KAPD. Isolée dans le cadre restreint des Pays-Bas, à partir des années 30, son apport politique et théorique apparaît parfois plus limité que celui de la Gauche communiste italienne (“bordiguiste”), en particulier sur la période de transition.

La Gauche hollandaise, de par son isolement, a surtout tiré les leçons en négatif de la période révolutionnaire des années 20, puis de la contre-révolution qui lui a succédé à l'échelle internationale. Par cela même, le communisme des conseils hollandais a ouvert des portes à des conceptions anarchisantes, qui l'éloignaient du communisme de gauche allemand des années 20.

Le courant conseilliste germano-hollandais, se réclamant d'Otto Rühle, a disparu. Ses conceptions se perpétuent dans des groupes de discussion qui ont surgi, non pas en continuité avec lui, mais dans la vague de Mai 68. Les idées conseillistes, si elles ne s'expriment guère dans un cadre organisé, sont finalement très présentes dans des franges d'ouvriers et de militants, issus de Mai 68, auxquels la désastreuse expérience russe sert de repoussoir. Par cela même, les conceptions communistes de conseils aujourd'hui se rapprochent parfois de celles de l'anarchisme classique. Mais il est vrai que l'anarchisme, par ses conceptions syndicalistes, sert aussi de repoussoir au “conseillisme”.

En dépit de la disparition du courant “communiste des conseils”, il constitue un jalon essentiel du mouvement révolutionnaire. Comme l'a montré le mouvement de Mai 1968, ses positions sur les conseils ouvriers, sur les “grèves sauvages” et l'autonomie des luttes ouvrières à l'égard des appareils syndicaux ont profondément marqué la conscience ouvrière. Dans une période historique de crise économique mondiale, se manifestent des tendances antisyndicales et antiparlementaires dans le rangs des travailleurs. Le rejet de “tous les appareils” a une influence certaine sur le mouvement ouvrier. En tant que praxis, ce nouveau mouvement - se développant dans une période de crise mondiale et de prolétarisation du monde - se référera inévitablement à l’“ancien mouvement” révolutionnaire communiste de gauche ou communiste des conseils.

Philippe Bourrinet.